

Recherche : Georges W. Sarkozy versus Barack Obama

par Henri-Edouard Audier

Après avoir donné maintes "preuves d'amour" à Georges W. Bush, toute la propagande de Sarkozy a consisté ensuite à s'identifier à Obama, phénomène grotesque sur lequel nous ironisons dans un précédent article (<http://www.snscs.fr/IMG/pdf/VRS375.pdf>): "Bref, Sarkozy est noir comme Obama, grand comme Obama, beau comme Obama, cultivé comme Obama et calme comme Obama. Va-t-il pousser plus loin cette identification médiatique et abandonner totalement son suivisme vis-à-vis de Bush ? Notamment en matière de recherche ?

Durant la campagne, (...) Barack Obama a vivement stigmatisé le recul relatif des Etats-Unis en matière de recherche et d'innovation, ce qui a conduit à un déficit dans la balance des paiements des produits de haute technologie. C'est pourquoi Obama s'est engagé à renforcer le leadership américain en matière de sciences, de technologie et d'innovation (...) Obama a aussi fortement insisté sur "la recherche fondamentale en physique, sciences de la vie, mathématiques et sciences de l'ingénieur" dont "il doublera le budget dans les dix ans qui viennent". Pourtant, les Etats-Unis consacrent déjà hors SHS, environ 2,6 % de leur PIB à la recherche. La France 2,08 %, avec SHS".

La différence entre la politique de Sarkozy, restée fidèle à celle de Georges W. Bush, et celle d'Obama commence déjà à se concrétiser. On sait que, dans le plan de relance français (http://www.snscs.fr/article.php3?id_article=1407&id_rubrique=17), la recherche civile n'émerge que pour 46 millions, tandis que Sarkozy reste vent debout pour s'opposer au rétablissement des emplois supprimés dans l'enseignement supérieur et la recherche. Par contre, d'après *Indépendance des chercheurs* (site Courrier international, le 19/02/09) "des analyses précises commencent à circuler aux Etats-Unis sur les implications pour la recherche scientifique et technologique du plan de relance signé mardi par Barack Obama. Il est fait état d'un total de 21.5 milliards de dollars (17 milliards d'euros) attribués au budget fédéral de recherche et développement. 10.4 milliards de dollars sont destinés aux National Institutes of Health (NIH), 3 milliards à la National Science Foundation (NSF), 1.6 milliards à l'Office of Science du Département de l'Energie (DOE), et 600 millions au National Institute of Standards and Technology (NIST). Au total, 3.5 milliards de dollars sont destinés aux grands équipements et 18 milliards aux organismes fédéraux. Une politique qui se situe aux antipodes de celle suivie en France à l'égard des établissements publics de recherche comme le CNRS ou l'INSERM, lesquels subissent un véritable étranglement".

D'après l'analyse mise en ligne par l'AAAS (American Association for the Advancement of Science). Les NIH seuls disposeront ainsi, pour 2009, d'un budget global de l'ordre de 32 milliards d'euros. Pour comparaison, le budget annuel de l'INSERM est d'environ 650 millions, et celui du CNRS, d'un peu plus de trois milliards. Mais il y aura toujours un crétin pour dire qu'une publication coûte beaucoup plus cher en France qu'aux Etats-Unis.

Comment Obama va-t-il atteindre ses objectifs ? Comment trouvera-t-il les dizaines de milliers de scientifiques dont il aura besoin pour relever les défis qu'il s'est fixé ? Précisément, grâce à Sarkozy et à certains dirigeants européens qui diminuent l'emploi scientifique public : l'expatriation aux Etats-Unis risque d'être la dernière possibilité qu'on laisse à nombre nos jeunes docteurs. Paradoxalement, la victoire de Obama nous impose un effort accru pour la recherche, la formation et l'emploi scientifique en France, afin de garder nos jeunes et d'en attirer davantage venant d'autres pays.

C'est bien ce problème qui est au cœur des mots d'ordre : relance de l'emploi scientifique, arrêt du démantèlement du CNRS et retrait des décrets sur l'enseignement supérieur.